



Berlin Eco

NUMERO 20

© DG Trésor

30 octobre 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie a présenté ses [nouvelles prévisions conjoncturelles](#) : l'estimation de croissance du PIB d'avril dernier reste inchangé pour 2019 (+0,5 %) mais la prévision pour 2020 a été revue à la baisse à + 1,0 % (contre +1,5 % lors des dernières prévisions). Corrigée des effets calendaires cette prévision pour 2020 est de +0,6%. Après un point bas en 2019, l'activité bénéficierait à l'horizon 2020 d'une amélioration de l'environnement extérieur et de la résilience de l'économie intérieure. Le gouvernement fédéral s'attend à ce que les importations accélèrent toutefois plus vite que les exportations aboutissant à une contribution négative de la demande extérieure. La demande intérieure serait portée par la consommation privée, la construction et les dépenses publiques.

La conjoncture allemande s'est stabilisée en octobre 2019, selon l'institut munichois ifo. [L'indice du climat des affaires](#) est resté stable à 94,6 points. La chute de l'indice dans le secteur manufacturier ne s'est pas poursuivie et les perspectives sont restées stables dans les services. L'indice s'inscrit en hausse dans le commerce, tandis que le climat des affaires s'est légèrement dégradé dans le secteur de la construction.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Une majorité d'économistes allemands se prononcent pour le maintien du frein à la dette constitutionnel, d'après un [sondage](#) de l'institut ifo. Si 52% des économistes sondés estiment qu'une suppression du frein à la dette n'est pas souhaitable, le tableau est plus mitigé en ce qui concerne l'évaluation de l'impact de la règle constitutionnelle sur les investissements publics : 37% la voient comme un véritable frein aux investissements, tandis que 41% ne partagent pas ce constat. Le principe d'équilibre budgétaire absolu (« *schwarze Null* », i.e. absence de nouvel endettement net) semble contesté : 48% des économistes se prononcent contre son maintien, 34% pour.

L'institut IW Köln estime que l'Etat allemand devrait investir 450 Md€ sur les dix prochaines années pour maintenir en état le stock de capital public et augmenter l'attractivité du territoire. Au-delà du retard d'investissement accumulé en particulier au niveau communal, l'[étude](#) met également l'accent sur les besoins en matière de nouvelles technologies et de protection climatique. Selon les calculs de l'institut, un tel fonds d'investissement apporterait une impulsion conjoncturelle de l'ordre de 1,0% de PIB (déflaté) sur la décennie à venir, tandis que la hausse du déficit public se limiterait à 5,1%. Pour permettre un financement exempt des règles budgétaires, les auteurs proposent la mise en place d'un fonds juridiquement indépendant détenu intégralement par le Bund.

POLITIQUES SOCIALES

Selon les [prévisions](#) du gouvernement, le taux de chômage (en définition BIT) serait stable en 2019 et 2020 (à 2,3%), tandis que l'emploi continuerait de progresser à un niveau record en 2019 (45,2 M, après



44,9 M en 2018) et 2020 (45,4 M). Selon [Destatis](#), le **potentiel de main d'œuvre** non utilisé a diminué en 2018 de 9,3% (soit -471 000 personnes à 4,6 M) : cette baisse s'explique par un recul du chômage (-153 000 personnes), du sous-emploi (-237 000 personnes) et de la réserve d'emploi potentielle (-82 000 personnes cherchant un emploi mais non disponibles sur les deux prochaines semaines, ou bien ne recherchant pas activement un emploi mais étant potentiellement intéressées par un emploi).

Afin de renforcer l'attractivité du secteur de la santé, le Bundestag a voté le 24 octobre la « **loi pour de meilleurs salaires dans le secteur des soins** » qui ouvre deux voies pour étendre les accords de revalorisation salariale : (i) la possibilité d'extension d'une convention salariale dans la branche des soins à tout le territoire allemand après l'accord de deux commissions d'employeurs confessionnels (via la loi sur le détachement) ; (ii) la revalorisation régulière des salaires minima (variables selon la qualification du personnel soignant) qui serait décidée par la « Commission de la branche des soins » (via la loi de déclaration d'extension).

ACTUALITE FINANCIERE

REGULATION FINANCIERE

La fédération des banques mutualistes (BVR) réitère son opposition ferme à l'instauration d'une **garantie européenne des dépôts** proposée par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) dans sa communication relative à l'achèvement de l'union bancaire. Dans une interview, l'un des membres du directoire du BVR rejette le rôle que s'octroie le MES en fixant des délais de réalisation en l'absence d'accord politique.

La BaFin exerce un **contrôle renforcé sur 31 « caisses de pension »** (caisses de retraite complémentaire d'entreprise) et 20 assureurs-vie en raison de la faiblesse des taux d'intérêt. Le superviseur examine plus particulièrement le niveau de la dette subordonnée et modifie le statut des nouvelles émissions.

Lors d'une **conférence organisée par la Bundesbank**, Jens Weidmann constate avec regret que 2/3 des établissements bancaires allemands n'intègrent pas le **changement climatique dans leur gestion des risques**. Il estime « qu'une analyse correcte des risques climatiques est d'une grande importance pour une gestion appropriée des risques dans les banques ».

BANQUES ET ASSURANCES

Afin de limiter le risque d'implication dans des affaires de blanchiment, **Deutsche Bank** cesserait d'ici la fin de l'année son activité de banque de correspondance à Malte. Elle a, depuis 2017, arrêté ses fonctions de banque de correspondance en Lituanie, Lettonie, Estonie ainsi qu'à Chypre.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter : @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 30 octobre 2019